

*Les crédits*

rager, à leur donner les instruments afin qu'ils demeurent à l'école parce que décrocher, quitter l'école, ce n'est pas la solution. C'est peut-être une solution populaire à court terme, aux yeux des décrocheurs, monsieur le Président, mais encore une fois, les expériences nous démontrent qu'un décrochage n'est pas la solution à long terme. Cela devient non seulement plus difficile alors que les années passent pour le décrocheur de non seulement se trouver de l'emploi, mais de rester dans un emploi parce que la technologie continue d'avancer, le monde continue d'évoluer et c'est d'autant plus difficile pour le décrocheur de se rattraper.

Donc, la solution, c'est de traiter le problème à sa source et d'éviter ce décrochage, monsieur le Président.

[Traduction]

**M. Dingwall:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je ne veux pas rogner sur le temps du député à l'extrême gauche, qui interviendra dans le débat. Je veux simplement attirer l'attention de la présidence sur le fait qu'en vertu du paragraphe 42(3) du Règlement, les députés de notre parti, qui prendront la parole durant le reste de la journée, souhaitent partager leur temps d'intervention en deux.

**M. Howard McCurdy (Windsor—Sainte-Claire):** Monsieur le Président, nous entendons une fois de plus des discours sur l'importance de l'éducation, de la société technologique et de la création d'une économie basée sur la connaissance au Canada. Nous entendons de belles paroles, mais en somme, le débat se résume, du côté ministériel, à des mots, des mots et encore des mots sans substance.

En février dernier, le ministre d'État chargé de la Jeunesse a dû, pour son plus grand embarras, convoquer une conférence de presse au cours de laquelle il a annoncé une augmentation des fonds consacrés au programme Défi, en particulier le programme EEET, auquel le ministre actuel a fait référence la semaine dernière durant la période des questions, lorsqu'il a déclaré: «Non, il n'y a pas eu de diminution, mais bien une augmentation des fonds consacrés aux étudiants.»

Je suppose qu'il s'agit d'une question d'interprétation. Voyons tout d'abord en quoi consistait la dernière série d'annonces concernant le programme Défi. Vous constaterez que les fonds consacrés au programme EEET sont passés de 118 millions à 77 millions de dollars. L'augmentation énorme dont se vantait le ministre en février dans

l'annonce qu'il faisait alors, et que le ministre actuel fait maintenant se chiffre en fait à trois millions de dollars.

Les fonds du programme EEET sont passés de 77 millions à 80 millions, c'est-à-dire, en gros, une hausse de 4 p. 100, bien inférieure à la hausse du coût de la vie. Fidèle à lui-même, le gouvernement a l'habitude d'annoncer un accroissement des fonds, alors qu'en fait, en dollars réels, il n'y a pas d'accroissement.

Si on remonte un peu plus loin en arrière, on constate que lorsque le gouvernement a pris le pouvoir, il a réduit dès le départ les fonds consacrés aux étudiants.

Toutefois, le plus honteux au sujet de l'annonce faite en février, c'est qu'on aurait pu dès lors prédire exactement la situation que nous connaissons aujourd'hui, à savoir que le taux de chômage chez ceux qu'on appelle les jeunes atteint maintenant presque 16 p. 100. Avant le mois de février, le taux de chômage dans la population en général qui augmentait constamment, atteignait 10 p. 100 et quiconque a essayé de relier le phénomène du chômage chez les jeunes à la courbe de chômage dans la population en général aura constaté que le chômage chez les jeunes est maintenant le double de celui qui frappe les adultes.

Le gouvernement a donc été prévenu à de nombreuses reprises que nous en arriverions là et, concrètement, cela signifie que de nombreux étudiants ne vont tout simplement pas pouvoir se trouver d'emploi. Si tous les étudiants étaient d'anciens ministres d'État chargés des Finances et au Commerce, ils pourraient probablement se trouver un emploi d'été. Ils pourraient sans doute se faire pistonner ou avoir recours à un moyen de ce genre pour trouver de l'emploi. Autrement dit, les gens d'en face ont constamment négligé la situation réelle des jeunes.

Vous vous rappelez, monsieur le Président, que durant des débats antérieurs concernant le programme Défi, nous avons manifesté beaucoup d'inquiétude au sujet de l'utilisation accrue du Programme Défi, au détriment du programme EEET, pour créer des emplois dans l'industrie et dans les entreprises, c'est-à-dire le secteur lucratif, par opposition au secteur non lucratif. J'en parle maintenant pour faire ressortir le fait que le gouvernement fédéral pourrait créer encore plus d'emplois, même en période de récession, s'il répondait aux besoins des organismes sans but lucratif qui tentent de venir en aide aux collectivités touchées par la récession, le chômage et le désespoir causés par ce gouvernement.

Nous avons entendu le ministre d'État chargé de la Jeunesse dire qu'il trouvait terrible que le taux d'abandon